

Mémoire soumis à la Commission des institutions

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 94, Loi établissant les balises encadrant les demandes d’accommodement dans l’Administration gouvernementale et dans certains établissements

par

Jack Jedwab
directeur général de *l'Association d'études canadiennes*
25 août, 2010

La présentation qui suit propose une opinion concernant la loi 94 qui tente d'établir les conditions selon lesquelles un accommodement doit être appliqué en faveur des membres du personnel de l'Administration, de certaines institutions ou en faveur d'un usager qui requiert les services de l'Administration ou de certaines institutions. L'amendement proposé tente de définir les préoccupations relatives au principe de l'accommodement, et les conditions jugées irraisonnables qui conduiront à un refus d'application.

L'amendement stipule que « la pratique selon laquelle un membre du personnel de l'Administration, ou de l'institution et une personne à qui les services sont fournis, dévoile son visage au cours de la prestation de services est une pratique générale et, si un accommodement implique une adaptation de cette pratique et des raisons de sécurité, de communication ou d'identification le justifie, l'accommodement doit être refusé.

L'amendement survient dans le contexte d'un débat sociétal en cours, concernant la place de la religion dans le domaine public et, entre autre considération, l'importance attribuée par les Québécois à l'égalité des sexes. L'amendement identifie à juste titre, qu'un accommodement doit se conformer à la Charte des droits et libertés de la personne.

Il mentionne en particulier le droit à l'égalité des sexes. Il réfère également au principe de neutralité religieuse de l'État « l'État n'indiquant aucune préférence (aucun favoritisme) à l'égard d'une religion ou d'une croyance particulière. » La législation ne parvient pas à souligner que la Charte québécoise des droits comporte une disposition à soutenir la liberté de religion comme énoncée en vertu de l'article 3 et l'article 10, sur le droit à la pleine et entière reconnaissance et l'exercice des droits de la personne sur la base de la religion.

En fait, il n'y a aucune mention dans la Charte à l'effet que l'État est neutre en matière de religion, un principe plus récemment énoncé dans plusieurs déclarations gouvernementales relativement aux principes et aux valeurs de la société québécoise.

Considérant que les questions d'égalité entre les sexes peuvent se poser, la prémisses centrale de la législation qui exige que des individus qu'ils montrent leur visage au cours de la prestation de services est une pratique générale. Cette opinion se fonde sur l'idée que la dissimulation du visage (ci-après identification visuelle) est mise de l'avant par certains, comme une demande d'accommodement, compatible avec ou, découlant d'une obligation religieuse. Cela pourrait entraîner un certain nombre de démonstration que la religion appelle à cette exigence.

D'autres soutiennent qu'indépendamment des obligations religieuses, chacun devrait être libre de porter ce qu'il veut. Dans le cas de "cacher le visage" on ne peut pas comparer la question de la liberté vestimentaire au même titre que voiler son visage en demandant des accommodements lors d'une prestation de service public dans quelque circonstance.

Par conséquent, celles qui «cachent leur visage » l'interprètent comme une exigence de leur collectivité afin d'empêcher « l'identification visuelle » dans des circonstances particulières (en d'autres termes, lorsqu'en présence d'un homme).

Que ce soit, des fins religieuses ou pas qui soient invoquées pour dissimuler le visage, l'acte exige une adaptation de la part de l'Administration qu'elle ne peut accorder notamment, si elle compromet le principe de l'identification visuelle qui, sous de nombreuses conditions sont nécessaires lorsqu'en contact avec l'Administration.

Il est recommandé ici que la législation ne soit pas formulée en regard à une question de religion, mais plutôt sur la base de conditions administratives relatives à « l'identification visuelle», lorsque les services publics sont offerts à des particuliers.

Message confus

Une préoccupation légitime subsiste à l'effet que la discussion autour des enjeux de l'accommodement, incluant ce qui résulte de la discussion autour de la loi 94, alimente des attitudes péjoratives envers les membres des groupes religieux. Les discussions récentes autour de l'accommodement de la diversité religieuse ont créé une certaine confusion parmi les Québécois, relativement à l'importance attribuée à la conservation des coutumes et des traditions. Selon un sondage commandé par l'Association des études Canadiennes en mars-avril 2010, et réalisé par la firme Léger marketing, pratiquement six Québécois sur dix conviennent que les immigrants doivent abandonner leurs coutumes et traditions et se conformer aux comportements de la majorité.

Tableau 1

.. Les immigrants du Québec devraient abandonner leurs coutumes et traditions et être davantage comme la majorité de la population	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord
Total-Québec	25,3%	33,2%	25,4%	12,7%
18-24 ans	14,4%	45,0%	27,9%	12,6%
25-34 ans	15,3%	25,3%	34,1%	21,2%
35-44 ans	27,6%	25,9%	25,3%	20,0%
45-54 ans	27,1%	26,6%	30,5%	11,3%
55-64 ans	27,8%	42,6%	22,2%	4,3%
65-74 ans	32,9%	37,3%	15,2%	8,2%
75 ans et plus	46,4%	50,0%	3,6%	-

Source : Léger Marketing pour l'association d'études canadiennes, 2009

Malgré le désir des immigrants d'abandonner leurs coutumes et traditions, la vaste majorité des Québécois pensent que leurs propres enfants devraient maintenir leurs coutumes et traditions.

Tableau 2

Nous devons encourager nos enfants à préserver leurs coutumes et traditions	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord
Total-Québec	44,3%	44,1%	4,2%	3,2%
18-24 ans	47,3%	42,7%	2,7%	4,5%
25-34 ans	39,6%	51,5%	3,6%	1,8%
35-44 ans	39,1%	46,2%	3,6%	6,5%
45-54 ans	35,6%	48,5%	6,4%	3,0%
55-64 ans	51,2%	40,1%	6,2%	,6%
65-74 ans	55,3%	32,7%	2,5%	3,8%
75 ans et plus	51,9%	48,1%		

Source : Léger Marketing pour l'association d'études canadiennes, 2009

Relativement peu de Québécois pensent que la société québécoise devrait s'efforcer d'accepter les coutumes et traditions des minorités religieuses. .

Tableau 3

... La société québécoise devrait faire plus d'efforts pour accepter les coutumes et traditions des minorités	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord
Total-Québec	4,9%	15,5%	31,7%	43,5%
18-24 ans	7,3%	14,5%	31,8%	43,6%
25-34 ans	5,9%	22,5%	36,1%	30,2%
35-44 ans	6,5%	15,3%	21,8%	50,0%
45-54 ans	4,9%	12,8%	31,0%	48,8%
55-64 ans	3,7%	6,8%	46,9%	40,7%
65-74 ans	2,5%	20,8%	26,4%	42,1%
75 ans et plus	-	18,5%	11,1%	70,4%

Source : Léger Marketing pour l'association d'études canadiennes, 2009

Les paradoxes autour de la rétention culturelle tels qu'illustrés ci dessus, sont également reflétés en mesurant l'opinion autour de l'accommodement des minorités religieuses. Tel que reflété ci dessous, le pourcentage de soutien des filles musulmanes portant le Hijab dans des écoles publiques pourrait atteindre un nouveau déclin.

Tableau 4

... Les jeunes filles musulmanes devraient être autorisées à porter le hijab (voile qui couvre les cheveux mais pas le visage) dans les écoles publiques	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord
Total-Québec	7,4%	12,6%	17,8%	57,6%
18-24 ans	8,1%	21,6%	21,6%	45,0%
25-34 ans	9,5%	17,8%	16,0%	52,7%
35-44 ans	13,5%	9,4%	22,9%	50,6%
45-54 ans	4,0%	17,3%	18,3%	55,0%
55-64 ans	3,7%	3,7%	15,3%	75,5%
65-74 ans	6,9%	7,5%	16,4%	62,9%
75 ans et plus	3,7%	11,1%		66,7%

Source : Léger Marketing pour l'association d'études canadiennes, 2009

Préoccupations négatives à l'égard des Musulmans

Mais si le hijab ne trouvent aucun *support* dans les écoles publiques, cela ne semble pas être motivé par le sentiment que tous les symboles religieux devraient être proscrits puisque, la majorité des Québécois considèrent les crucifix acceptables au sein des classes des écoles publiques.

Tableau 5

Crucifix acceptables au sein des classes des écoles publiques	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord
Total-Québec	25,1%	29,0%	22,2%	18,7%
18-24 ans	23,6%	30,9%	22,7%	20,0%
25-34 ans	10,6%	32,4%	24,1%	28,8%
35-44 ans	30,8%	27,2%	22,5%	14,8%
45-54 ans	25,7%	33,7%	15,3%	18,3%
55-64 ans	26,5%	28,4%	26,5%	16,7%
65-74 ans	31,9%	19,4%	21,9%	16,9%
75 ans et plus	32,1%	35,7%	32,1%	

Source : Léger Marketing pour l'association d'études canadiennes, 2009

Il est utile d'observer que la majorité des Québécois admet qu'ils ont des opinions défavorables des Musulmans. Ceci est possiblement une conséquence indirecte de la manière dont nous abordons les débats sur la place de la religion dans notre société.

Tableau 6

Opinion favorable à l'endroit des Musulmans	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord
Total-Québec	11,8%	24,6%	31,3%	24,6%
18-24 ans	9,9%	25,2%	38,7%	15,3%
25-34 ans	20,0%	26,5%	31,8%	14,1%
35-44 ans	18,8%	27,6%	30,0%	17,6%
45-54 ans	7,9%	24,1%	26,1%	33,0%
55-64 ans	7,4%	22,8%	32,7%	29,0%
65-74 ans	6,3%	24,1%	31,6%	31,6%
75 ans et plus	11,1%	7,4%	33,3%	40,7%

Source : Léger Marketing pour l'association d'études canadiennes, 2009

Conclusion

L'interdiction des symboles religieux dans le domaine public a une portée cruciale sur l'identification religieuse et, choisir spécifiquement de cibler une telle expression peut exiger que nous dépassions certains droits définis dans la Charte québécoise. Idéalement, la législation devrait éviter de cibler la religion. Quelques individus considèrent que certains accommodements sont des droits, tandis-que d'autres considèrent certains droits comme des accommodements. La suspension d'un droit ne lui enlève pas sa légitimité telle qu'elle est prescrit dans notre Charte des droits. Dans le cas de la loi 94, nous devons légiférer en tenant compte des droits en matière de religion.

Date May 7, 2010

Brief Submitted to:

[Vachon, Yannick](#)

Secrétaire

Édifice Pamphile-Le May

1035, rue des Parlementaires

3e étage, Bureau 3.15

Québec (Quebec) G1A 1A3

Telephone: 418 643-2722

Fax: 418 643-0248

ci@assnat.qc.ca

From:

Jack Jedwab

Executive Director

Association for Canadian Studies (1)

1822-A Sherbrooke West

Montreal, Quebec H3H 1E4

(The views expressed here are those of the author and not of the Association for Canadian Studies)

(French Translation to follow)

That which follows will offer an opinion on Bill 94 which attempts to establish the conditions under which an accommodation may be made in favour of personnel members of the Administration or certain institutions or in favour of persons to whom services are provided by the Administration or certain institutions. The proposed legislation aims to address a concern around the principle of accommodation and the conditions around which accommodation may not be deemed reasonable and therefore will be denied.

The legislation stipulates that “the practice whereby a personnel member of the Administration or an institution and a person to whom services are being provided by the Administration or the institution show their face during the delivery of services is a general practice, and that if an accommodation involves an adaptation of that practice and reasons of security, communication or identification warrant it, the accommodation must be denied.”

The legislation arises in the context of an ongoing societal debate about the place of religion in the public domain and the importance Quebecers attribute to gender equality. The legislation rightly points out that an accommodation must comply with the Charter of human rights and freedoms (R.S.Q., chapter C-12).

It mentions in particular the right to gender equality. As well it refers to the principle of religious neutrality of the State “whereby the State shows neither favour nor disfavour towards any particular religion or belief.” The legislation fails to point out that the Quebec Charter of Rights includes a provision supporting “freedom of religion” as enumerated under section 3 and section 10 on the right to full and equal recognition and exercise of human rights on the basis of religion.

In fact there is no mention in the Charter of Rights that the State is neutral in matters of religion a principle more recently enunciated in various governmental declarations of the values and principles of Quebec society.

Whereas issues of gender equality may arise from the central premise of the legislation which insists that individuals must “show their face during the delivery of services is a general practice.” This is predicated on the idea that the concealment of “one’s face” (hereafter visual identification) is being put forth by the individual as an accommodation request consistent with or arising from a religious requirement. This in turn might entail some demonstration that “the religion” calls for this requirement.

Others have contended that independent of the purported religious requirement individuals should be entitled to where what they wish. In the case of “concealing the face” one cannot construe the issue as the freedom to wear what one chooses as those “concealing the face” are asking for accommodations to be made in the offer of a public service under various circumstances.

In effect therefore those “concealing their face” interpret it as their collectivity’s requirement to prevent “visual identification” under various circumstances (in other words when in contact with men).

Whether or not religious purpose is invoked for concealing the face the act of doing so requires an accommodation on the part of the Administration which it cannot be required to extend and notably if it compromises the principle of visual identification which under numerous conditions is needed in contact with the Administration.

It is recommended here that the legislation not be framed as a matter of religion but rather on the basis of the Administration’s requirement for “visual identification” where public services are extended to individuals.

Confusing Message

There is legitimate concern that discussion around issues of accommodation including that which arises from debate around Bill 94 is fueling pejorative attitudes towards members of religious groups. The recent debates around accommodation of religious diversity have created some confusion amongst Quebecers around the importance attributed to the preservation of customs and traditions. According to a March-April 2010 survey commissioned by the Association for Canadian Studies by the firm Leger Marketing, nearly six in ten Quebecers agree that immigrants must give up their customs and traditions and become more like the majority.

Quebec immigrants must give up their customs and traditions and become more like the majority	Strongly agree	Somewhat agree	Somewhat disagree	Strongly disagree
Total Quebec	25,3%	33,2%	25,4%	12,7%
18-24 years of age	14,4%	45,0%	27,9%	12,6%
25-34 years of age	15,3%	25,3%	34,1%	21,2%
35-44 years of age	27,6%	25,9%	25,3%	20,0%
45-54 years of age	27,1%	26,6%	30,5%	11,3%
55-64 years of age	27,8%	42,6%	22,2%	4,3%
65-74 years of age	32,9%	37,3%	15,2%	8,2%
75 years of age or older	46,4%	50,0%	3,6%	-

Despite the desire for immigrants to give up customs and traditions, the vast majority of Quebecers think that our children should be encouraged to maintain their customs and traditions.

Our children should be encouraged to maintain their customs and traditions	Strongly agree	Somewhat agree	Somewhat disagree	Strongly disagree
--	----------------	----------------	-------------------	-------------------

Total Quebec	44,3%	44,1%	4,2%	3,2%
18-24 years of age	47,3%	42,7%	2,7%	4,5%
25-34 years of age	39,6%	51,5%	3,6%	1,8%
35-44 years of age	39,1%	46,2%	3,6%	6,5%
45-54 years of age	35,6%	48,5%	6,4%	3,0%
55-64 years of age	51,2%	40,1%	6,2%	,6%
65-74 years of age	55,3%	32,7%	2,5%	3,8%
75 years of age or older	51,9%	48,1%		

Relatively few Quebecers believe that Quebec society should try harder to accept minority religious groups' customs and tradition, a figure that is about 10 points lower than previous polling in this regard.

Quebec society should try harder to accept minority religious groups' customs and tradition	Strongly agree	Somewhat agree	Somewhat disagree	Strongly disagree
Total Quebec	4,9%	15,5%	31,7%	43,5%
18-24 years of age	7,3%	14,5%	31,8%	43,6%
25-34 years of age	5,9%	22,5%	36,1%	30,2%
35-44 years of age	6,5%	15,3%	21,8%	50,0%
45-54 years of age	4,9%	12,8%	31,0%	48,8%
55-64 years of age	3,7%	6,8%	46,9%	40,7%
65-74 years of age	2,5%	20,8%	26,4%	42,1%
75 years of age or older	-	18,5%	11,1%	70,4%

The paradoxes around cultural retention revealed above are also reflected when gauging opinion around accommodation of minority religion. As revealed below the percentage supporting Muslim girls wearing Hijabs in public schools may reach a new low.

Muslim girls should be allowed to wear hijabs in public schools	Strongly agree	Somewhat agree	Somewhat disagree	Strongly disagree
Total Quebec	7,4%	12,6%	17,8%	57,6%
18-24 years of age	8,1%	21,6%	21,6%	45,0%
25-34 years of age	9,5%	17,8%	16,0%	52,7%
35-44 years of age	13,5%	9,4%	22,9%	50,6%
45-54 years of age	4,0%	17,3%	18,3%	55,0%
55-64 years of age	3,7%	3,7%	15,3%	75,5%
65-74 years of age	6,9%	7,5%	16,4%	62,9%
75 years of age or older	3,7%	11,1%		66,7%

Concern over negative sentiment towards Muslims

But if the hijab in the public school does not find support it does not appear to be motivated by a feeling that all religious symbols should be prohibited as a majority of Quebecers feel that crucifixes in public school classrooms are acceptable.

Crucifix in public schools classrooms	Strongly agree	Somewhat agree	Somewhat disagree	Strongly disagree
Total Quebec	25,1%	29,0%	22,2%	18,7%
18-24 years of age	23,6%	30,9%	22,7%	20,0%
25-34 years of age	10,6%	32,4%	24,1%	28,8%
35-44 years of age	30,8%	27,2%	22,5%	14,8%
45-54 years of age	25,7%	33,7%	15,3%	18,3%
55-64 years of age	26,5%	28,4%	26,5%	16,7%
65-74 years of age	31,9%	19,4%	21,9%	16,9%
75 years of age or older	32,1%	35,7%	32,1%	

It is also worth noting that the majority of Quebecers admit to holding unfavorable opinions about Muslims. This may be an important side effect of our debates against which we need to be vigilant.

I have a favorable opinion of Muslims	Strongly agree	Somewhat agree	Somewhat disagree	Strongly disagree
Total Quebec	11,8%	24,6%	31,3%	24,6%
18-24 years of age	9,9%	25,2%	38,7%	15,3%
25-34 years of age	20,0%	26,5%	31,8%	14,1%
35-44 years of age	18,8%	27,6%	30,0%	17,6%
45-54 years of age	7,9%	24,1%	26,1%	33,0%
55-64 years of age	7,4%	22,8%	32,7%	29,0%
65-74 years of age	6,3%	24,1%	31,6%	31,6%
75 years of age or older	11,1%	7,4%	33,3%	40,7%

Conclusion

The prohibition of religious symbols in the public domain has an important bearing on religious identification and to specifically single out such expression may require that we override certain rights extended in the Quebec Charter. Ideally legislation should avoid doing. While some individuals may regard something as a right that is more likely an accommodation, there are also many individuals that regard something as an accommodation which any interpretation of our Charter would be regarded as a right.